



N° /Coop

N° 149

Note Verbale

refer log 503-10

L'Ambassade de la République Tunisienne à Berlin présente ses compliments au Secrétariat de la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et, se référant à la Note verbale du Ministère tunisien des Affaires Etrangères n°526 du 11/02/2010 relative à la décision de la Tunisie de s'associer à l'Accord de Copenhague, a l'honneur de lui faire parvenir, ci-joint, une note complémentaire, en versions française, arabe et anglaise, transmettant les actions d'atténuation appropriées au niveau national (NAMAs) que la Tunisie suggère de mettre en œuvre au titre du paragraphe 5 de l'Accord de Copenhague. Ces informations concernant ces « NAMAs », à ajouter à la liste de l'Annexe II (Appendix II) de l'Accord de Copenhague, sont mentionnées dans une annexe, également ci-jointe, en versions française, arabe et anglaise.

L'Ambassade souhaite préciser que ces actions d'atténuation appropriées au niveau national (NAMAs) proposées par la Tunisie requièrent, aux fins de leur mise en œuvre, un appui international en termes de financement, de transfert de technologies et de renforcement des capacités. De plus, le recours au Mécanisme de Développement Propre du Protocole de Kyoto n'est nullement exclu.

L'Ambassade de la République Tunisienne à Berlin saisit cette occasion pour renouveler au Secrétariat de la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques les assurances de sa haute considération. *CH*



Berlin, le 17.05.2010

Secrétariat de la Convention des Nations Unies
Sur les Changements Climatiques
P.O Box 260124
D-53153 Bonn

1281

UNFCCC No.:	18. MAI 2010
Date:	18. MAI 2010
Prog. Actn	✓
DES	✓
LA	✓
SDM	
ATS	
HTS	
FM	
CA	
AM	
AK	

Signature: Copenhague Accord

REPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Objet: Projet d'éléments de note complémentaire à la note verbale adressée par le Ministère des Affaires Etrangères au Secrétariat de la CCNUCC relative à la décision de la Tunisie de s'associer à l'Accord de Copenhague.

Faisant suite à la note verbale adressée par le Ministère des Affaires Etrangères de la République Tunisienne au Secrétariat de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), en date du 11 février 2010, relative à la décision de la Tunisie de s'associer à l'Accord de Copenhague, la présente note complémentaire a pour objet de soumettre audit Secrétariat les informations relatives aux Actions d'atténuation appropriées au niveau national (NAMAs) que la Tunisie suggère de mettre en œuvre au titre du paragraphe 5 de l'Accord de Copenhague.

Il importe de souligner que ces NAMAs, revêtant un caractère volontaire et s'inscrivant pleinement dans le cadre du développement durable de la Tunisie, seront mises en œuvre conformément aux dispositions des articles 4.1 et 4.7 de la CCNUCC.

Egalement, et en vertu des dispositions pertinentes de l'Accord de Copenhague, il importe de souligner que les NAMAs proposées par la Tunisie requièrent, aux fins de leur mise en œuvre, un appui international en termes de financement, de transfert de technologies et de renforcement des capacités. En outre, le recours au Mécanisme de Développement Propre du Protocole de Kyoto n'est pas exclu.

Les informations concernant ces NAMAs, à ajouter à la liste de l'Annexe II (*Appendix II*) de l'Accord de Copenhague, sont mentionnées dans l'annexe jointe à la présente note complémentaire.

APPENDIX II
Nationally appropriate mitigation actions of developing country Parties

Actions d'atténuation appropriées au niveau national - TUNISIE

Non-Annexe I	Actions
TUNISIE	<p>Actions de développement des énergies renouvelables, y compris la valorisation énergétique des déchets solides et liquides:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Production d'électricité à concentration solaire (CSP) ; - Production d'électricité à partir du solaire photovoltaïque ; - Production d'électricité dans les bâtiments à partir du solaire photovoltaïque ; - Intensification du chauffage solaire de l'eau ; - Production d'électricité à partir de l'énergie éolienne ; - Valorisation énergétique des déchets solides et liquides (production d'électricité et de biocarburants) ; - Valorisation énergétique du méthane émanant des décharges contrôlées de déchets ménagers et des stations d'épuration et de traitement des eaux usées; - Production d'énergies à partir de la biomasse ; - Valorisation des énergies solaire et éolienne pour le dessalement et le pompage de l'eau. <p>Actions de développement des énergies de substitution:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement de l'utilisation du gaz naturel dans l'industrie, le tertiaire et le résidentiel ; - Développement d'autres énergies alternatives à faible émissions de gaz à effet de serre. - Promotion de l'utilisation des énergies propres, particulièrement le gaz naturel comprimé dans le secteur des transports. <p>Actions d'efficacité énergétique et d'utilisation rationnelle de l'énergie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement du transport collectif (métro, train et bus en sites protégés) dans les villes. - Développement des plans de déplacements urbains dans les grandes villes ; - Création de zones logistiques et de pôles économiques spécialisées pour le regroupement des besoins en matière de transport. - Développement du transport multimodal et du feroutage. - Consolidation de la place du transport ferroviaire dans l'activité économique. - Construction de bâtiments et habitations obéissant aux critères d'efficacité énergétique; - Construction d'habitations à énergie solaire ; - Amélioration de l'efficacité énergétique dans les bâtiments ; - Certification des appareils électroménagers ; - Diffusion et développement de l'utilisation des lampes basse consommation ; - Développement de la cogénération et de la trigénération ; - Développement des contrats programmes d'efficacité énergétique dans les secteurs de l'industrie, du transport, et le secteur tertiaire ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion de la diffusion et de l'utilisation des variateurs de tensions, et autres appareils d'efficacité énergétique, dans le domaine de l'éclairage public ; - Développement de la mise en place des stations de diagnostic moteur dans le secteur des transports ; - Récupération et utilisation des gaz associés à la production du pétrole.
	<p>Actions dans le domaine des procédés industriels:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du programme de mise à niveau environnementale des entreprises industrielles. - Réduction des émissions de gaz à effet de serre dues aux procédés industriels, y compris les émissions de N₂O au niveau de l'industrie des phosphates.
	<p>Actions dans les domaines de boisement/reboisement, de l'agriculture et de la réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des terres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du taux de couverture forestière, pour le porter à 16% à l'horizon 2020, contre 12,8% en 2009 ; et ce à travers la réalisation de 250 mille hectares de reboisement forestier et pastoral, sur la base d'une moyenne annuelle de 27 mille hectares, à partir de 2012 ; - Augmentation de la part des zones protégées, dans la superficie forestière totale pour la porter de 17% en 2009 à 20% à l'horizon de l'année 2024 ; et ce à travers la création et l'aménagement de 20 nouvelles zones protégées dans les zones forestières ; - Augmentation de la part des surfaces réservées à l'agriculture biologique en vue d'atteindre 500 mille hectares en 2014 ; - La mise à niveau des exploitations agricoles, conformément aux standards internationaux ; et une meilleure utilisation des techniques modernes en matière d'économie d'eau dans les superficies irriguées, pour couvrir 200 mille hectares au moins, contre 120 mille en 2009 ; - Renforcement des programmes de dessalement de l'eau saumâtre et de réutilisation des eaux usées traitées, y compris dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de mobilisation des eaux à l'horizon 2050 ; en utilisant les meilleures technologies économes en énergie et en eau, au profit de l'agriculture, la lutte contre la désertification et la protection des terres, et le reboisement forestier et pastoral.

الجمهورية التونسية
وزارة البيئة
والتنمية المستدامة

الموضوع: مشروع عناصر مذكرة تكميلية للمذكرة التي تم توجيهها من وزارة الشؤون الخارجية إلى أمانة اتفاقية الأمم المتحدة الإطارية بشأن تغير المناخ حول قرار تونس المتعلق بالانضمام إلى اتفاق كوبنهاغن.

متابعة للمذكرة الشفوية التي تم توجيهها من وزارة الشؤون الخارجية إلى أمانة اتفاقية الأمم المتحدة الإطارية بشأن تغير المناخ بتاريخ 11 فيفري 2010، بخصوص قرار تونس المتعلق بالانضمام إلى اتفاق كوبنهاغن،

المعروض، صعبة هذا، مشروع عناصر مذكرة تكميلية، للإدلاء بها إلى أمانة الاتفاقية، تتضمن المعلومات المتعلقة بـ"الإجراءات الوطنية المناسبة لتخفيض الانبعاثات" (NAMAs) التي تقترح تونس تنفيذها بموجب الفقرة 5 من اتفاق كوبنهاغن،

ويجدر التأكيد إلى أمانة الاتفاقية بأن "الإجراءات الوطنية المناسبة لتخفيض الانبعاثات" تكتسي صبغة طوعية وتندرج في إطار التنمية المستدامة بتونس، وبأنه سيتم تنفيذ هذه الإجراءات طبقا لمقتضيات المادتين 4.1 و 4.7 من اتفاقية الأمم المتحدة الإطارية بشأن تغير المناخ.

وطبقا لمقتضيات اتفاق كوبنهاغن، يجدر التأكيد على أن "الإجراءات الوطنية المناسبة لتخفيض الانبعاثات" التي اقترحتها تونس تستوجب لتنفيذها دعما دوليا يشمل التمويلات ونقل التكنولوجيا وتنمية القدرات، دون استبعاد إمكانية اللجوء إلى آلية التنمية النظيفة لبروتوكول كيوتو.

وتجدون بالملحق المصاحب لهذه المذكرة، المعلومات المتعلقة بـ"الإجراءات الوطنية المناسبة لتخفيض الانبعاثات" المقترح إدراجها ضمن الملحق 2 (Appendix II) من اتفاق كوبنهاغن.

الإجراءات الوطنية المناسبة لتخفيض الانبعاثات بالنسبة للدول النامية الأطراف

الإجراءات الوطنية المناسبة لتخفيض الانبعاثات - الجمهورية التونسية

الإجراءات المتخذة	الجمهورية التونسية
<p>إجراءات تطوير الطاقات المتجددة، ومنها التثمين الطاقى للنفايات الصلبة والسائلة:</p> <ul style="list-style-type: none"> - إنتاج الكهرباء من الطاقة الشمسية المركزة (CSP)، - إنتاج الكهرباء من الطاقة الشمسية الفولطاضوئية، - إنتاج الكهرباء بالبناءات من الطاقة الشمسية الفولطاضوئية ، - تكثيف استعمال الطاقة الشمسية لتسخين المياه، - إنتاج الكهرباء من طاقة الرياح، - التثمين الطاقى للنفايات الصلبة والسائلة (إنتاج الكهرباء والوقود البيولوجي)، - التثمين الطاقى لغاز الميثان الصادر من المصبات المراقبة للنفايات المنزلية ومحطات التطهير ومعالجة المياه المستعملة، - إنتاج الطاقة من الكتلة البيولوجية (Biomasse)، - تثمين الطاقة الشمسية وطاقة الرياح لتحلية وضخ المياه. 	
<p>إجراءات تطوير الطاقات البديلة:</p> <ul style="list-style-type: none"> - تطوير استعمال الغاز الطبيعي في قطاعات الصناعة والخدمات والسكن، - تطوير طاقات بديلة أخرى ذات انبعاثات محدودة من غازات الدفيئة، - تطوير تطوير استعمال الطاقات النظيفة بقطاع النقل، وخصوصا الغاز الطبيعي المضغوط. 	
<p>إجراءات تتعلق بالنجاعة الطاقية والاستعمال الرشيد للطاقة:</p> <ul style="list-style-type: none"> - تطوير النقل الجماعي (المترو، القطار والحافلة في مواقع محمية) بالمدن، - تطوير مخططات النقل الحضري بالمدن الكبرى، - إحداث مناطق لوجستية وأقطاب اقتصادية متخصصة لتجميع حاجيات النقل. - تطوير النقل متعدد الوسائط والنقل الحديدي للشاحنات. - تعزيز مكانة النقل الحديدي في الحركة الاقتصادية. - بناء بنايات ومساكن تستجيب لمعايير النجاعة الطاقية، - تشييد مساكن مستغلة للطاقة الشمسية، - تحسين النجاعة الطاقية بالبناءات، - التثمين الطاقى للأجهزة الكهرومنزلية، - ترويج وتطوير استعمال الفوانيس المقتصدة للطاقة، - تطوير التوليد المؤتلف والثلاثي للطاقة، - تطوير عقود البرامج المتعلقة بالنجاعة الطاقية بقطاعات الصناعة والنقل والخدمات، - تطوير توزيع واستعمال معدلات الضغط وغيرها من تجهيزات النجاعة الطاقية في مجال التنوير العمومي، - تطوير تركيز محطات تشخيص المحركات بقطاع النقل، - تجميع واستغلال الغازات المصاحبة بحقول إنتاج البترول. 	
<p>إجراءات في مجال الأساليب الصناعية:</p> <ul style="list-style-type: none"> - دعم برنامج التأهيل البيئي للمؤسسات الصناعية، - تخفيض انبعاثات غازات الدفيئة الناجمة عن الأساليب الصناعية، ومنها انبعاثات غاز أكسيد النيتروجين (N₂O) الناتج عن صناعة الفسفاط. 	

إجراءات في مجالات التشجير/إعادة التشجير، الزراعة وتقليص الانبعاثات الناجمة عن فقدان الغابات وتدهور الأراضي:

- الرفع من نسبة الغطاء الغابي، لتبلغ 16% موفى سنة 2020 مقابل 12.8% خلال سنة 2009، وذلك بإنجاز وتهيئة 250 ألف هكتار من التشجير الغابي والرعي بمعدل 27 ألف هكتار سنويا بداية من سنة 2012،

- رفع نسبة المناطق المحمية من المساحة الجمالية للغابات من 17% سنة 2009 إلى 20% في أفق سنة 2024، وذلك بإحداث وتهيئة 20 منطقة محمية جديدة في المناطق الغابية،
- الرفع من حصة المساحات المخصصة للزراعات البيولوجية لبلوغ 500 ألف هكتار في سنة 2014،

- تأهيل المستغلات الزراعية وفقا للمعايير العالمية، مع إحكام استعمال التقنيات الحديثة في مجال الاقتصاد في المياه في المساحات السقوية لتشمل على الأقل 200 ألف هكتار مقابل 120 ألف هكتار في سنة 2009،

- دعم برامج تحلية المياه المالحة واستغلال المياه المستعملة المعالجة، ومنها التي تندرج في إطار تنفيذ الاستراتيجية الوطنية لتعبئة الموارد المائية في أفق 2050، وذلك باستغلال أحدث التقنيات المقتصدة للطاقة والمياه، لفائدة القطاع الزراعي ومكافحة التصحر وحماية الأراضي والتشجير الغابي والرعي.

REPUBLIC OF TUNISIA

MINISTRY OF ENVIRONMENT
AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT

Subject: Draft note in addition to the Note Verbale addressed by the Ministry of Foreign Affairs to the UNFCCC Secretariat on the decision of Tunisia to associate itself with the Copenhagen Accord.

Following the Note Verbale dated February 11th 2010, addressed by the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Tunisia to the UNFCCC Secretariat, on the decision of Tunisia to associate itself with the Copenhagen Accord, the objective of this note is to submit to the UNFCCC Secretariat the information on the Nationally Appropriate Mitigation Actions (NAMAs) that Tunisia suggests to implement in accordance with paragraph 5 of the Copenhagen Accord.

It is important to underline that these NAMAs, which are voluntary in nature and consistent with the sustainable development of Tunisia, will be implemented in accordance with the provisions of Articles 4.1 and 4.7 of the UNFCCC.

In addition, and according to the relevant provisions of the Copenhagen Accord, it is important to underline that international support in terms of finance, technology transfer and capacity building is needed to implement the NAMAs proposed by Tunisia. Furthermore, the use of the Clean Development Mechanism (CDM) under the Kyoto Protocol is not excluded.

Information regarding these NAMAs, to be added to the list of Appendix II of the Copenhagen Accord, are mentioned in the Annex to this additional note.

APPENDIX II

Nationally appropriate mitigation actions of developing country Parties - TUNISIA

Non-Annex I	Actions
TUNISIA	<p>Actions for the development of renewable energies, including energy valorization of solid and liquid wastes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Electricity generation from concentrated solar power (CSP); - Electricity generation from solar photovoltaic; - Electricity generation in buildings from solar photovoltaic; - Intensification of solar water heating; - Energy production from wind energy; - Energy valorization of solid and liquid wastes (electricity generation and biofuels); - Energy valorization of the methane emanating from controlled landfills and from wastewater treatment plants; - Energy production from biomass; - Valorization of solar and wind energies for water desalinization and pumping.
	<p>Actions for the development of alternative energies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Development of the natural gas use in industrial, tertiary and residential sectors; - Development of other alternative energies having low greenhouse gases emissions; - Promoting the use of clean energies, especially compressed natural gas in the transport sector.
	<p>Actions for the energy efficiency and the sound use of energy :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promoting the collective transport (metro, train and bus in dedicated lanes) in the cities; - Development of urban transport plans in the main cities; - Creating logistical areas and specialized economic poles to bring together transport needs; - Development of multimodal transport and the transport of trucks by railways; - Consolidating the role of rail transport in economic activity. - Constructing buildings and houses that meet energy efficiency requirements; - Constructing solar-energy houses; - Improving energy efficiency in buildings; - Certification of household electrical appliances; - Diffusion and development of the use of energy-saving light bulbs; - Development of cogeneration and trigeneration; - Development of energy efficiency program-contracts in the industrial, transport and tertiary sectors; - Promoting the diffusion of tension switchers and other energy-saving appliances in the field of public lighting; - Developing the establishment of engine diagnostic plants in the transport sector; - Recovery and utilization of petroleum associated gas.
	<p>Actions in the field of industrial processes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reinforcing the national program for environmental upgrading of the industrial companies; - Reduction of the greenhouse gases emissions resulting from

industrial processes, including N₂O emissions in the phosphate industry.

Actions in the fields of afforestation/reforestation, agriculture and reduction of emissions resulting from deforestation and land degradation:

- Increasing the forest cover rate from 12.8% in 2009 to 16% in 2020, by ensuring 250,000 hectares of forest and pastoral tree-planting at a rate of 27,000 hectares annually starting from 2012;
- Increasing the percentage of natural reserves from the total area of forests from 17% in 2009 to 20% in 2014, by creating and rehabilitating 20 new natural reserves in forest areas;
- Increasing the areas devoted to biological farming, to reach 500,000 hectares in 2014;
- Upgrading farms according to international standards, and promoting the use of new water-saving techniques in irrigated perimeters to cover at least 200,000 hectares, compared to 120,000 hectares in 2009;
- Reinforcing the programs of brackish water desalinization and the reuse of treated wastewater, including in the framework of the implementation of the national strategy on water resources mobilization by 2050, using the best energy-saving and water-saving technologies in aid of agriculture, fight against desertification and land protection, and forest and pastoral tree-planting.